

Faut-il avoir peur des multinationales?

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1250

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025342>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domainaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

21 mars 1996 – n° 1250
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

Faut-il avoir peur des multinationales?

Le mariage surprise de Ciba et Sandoz rappelle à celles et à ceux qui faisaient encore mine de l'ignorer que la Suisse n'échappe pas à l'économie-monde. Longtemps protégé par un réseau dense d'accords cartellaires, à l'abri d'avantages comparatifs tels qu'une monnaie stable, la paix sociale, un système de formation performant, entre autres, notre pays est maintenant aux prises avec l'impitoyable mécanique de la compétition internationale. Pour survivre dans cette compétition, les entreprises sont condamnées à abaisser leurs coûts et à innover pour conquérir des marchés convoités et améliorer leur rendement afin de satisfaire un capital extrêmement mobile, à la constante recherche du profit maximum.

A ce titre, la naissance de Novartis constitue un signe positif. Les entreprises helvétiques, de réputation plus conservatrices que téméraires, sont donc capables d'adaptation, d'anticipation même. Déjà l'on parle de concentration dans le secteur bancaire.

Reste la face sombre de cette évolution sur laquelle il est difficile de faire l'impasse. Le régime qu'impose la concurrence mondiale se paie au prix fort des nombreux emplois supprimés. Pour une entreprise svelte qui poursuit son dur chemin de combattante efficace, combien de salariés largués sur le bas côté, de villes et de régions privées soudainement de l'oxygène qui les faisait vivre. Prétendre, comme le font les libéraux optimistes, que l'avenir et les emplois restants sont ainsi assurés, relève de la méthode Coué et ne va certainement pas calmer l'inquiétude suscitée par ce régime.

A l'évidence ce mouvement va se poursuivre. Les canuts autrefois n'ont pu empêcher l'apparition des machines à tisser et l'informatique aujourd'hui supprime des emplois dans le tertiaire. Plutôt que de s'attaquer frontalement à ce mouvement, il s'agit de renforcer le contrôle social et politique qui permettra de le civiliser. En vrac et sans prétention à l'exhaustivité, quelques pistes.

Les dirigeants de Novartis ont signalé leur intérêt pour une organisation du travail plus souple qui notamment

laisse place au temps partiel. Voilà une occasion offerte aux syndicats de renouveler leur catalogue revendicatif jusqu'alors trop axé sur la défense des acquis.

On a souligné le rôle prépondérant des marchés financiers qui dictent leur conduite aux entrepreneurs: l'anticipation boursière des gains de rationalisation exige des dividendes correspondants, sous peine de sanction à la baisse (*DP* 1249, La pilule dorée de Novartis). Ce mécanisme ne relève pas de la fatalité. Les principaux opérateurs sur ces marchés ne sont pas de gras capitalistes en haut-de-forme fumant le cigare – selon une imagerie chère à la gauche – mais les caisses de retraite cherchant une plus-value aux sommes énormes qu'elles détiennent. Or cet argent est le nôtre. S'ouvre là un vaste champ d'action de plus en plus prospecté aux Etats-Unis mais encore négligé chez nous. Pourquoi les salariés ne dicteraient-ils pas des conditions de placement aux gestionnaires de leur épargne, par exemple l'interdiction d'acheter les actions d'entreprises qui licencient tout en augmentant le rendement de leur capital? Là aussi, les syndicats ont un rôle à jouer.

Dans le même ordre d'idées, le levier que représentent les consommateurs est trop peu utilisé. La réputation sociale, mais également écologique, des entreprises devient un facteur important de leur succès économique, donc un moyen de pression décisif sur leur comportement.

L'arbre des multinationales ne doit pas cacher la forêt des petites et moyennes entreprises qui constituent l'essentiel du tissu économique et des emplois existants et futurs. De la mise à disposition de capital-risque à une collaboration plus soutenue avec les Hautes écoles en passant par une simplification des procédures administratives et un allègement des contraintes réglementaires, la liste est longue des incitations indispensables à une revitalisation de l'économie helvétique. Des magistrats et des parlements qui ont exprimé leur préoccupation à l'occasion de la fusion bâloise, tout le monde attend maintenant des actes. JD